

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 01/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS JEANNIN

20 rue du Magasin
39250 Censeau

Références : EB/VV/2025/L_308
Code AIOT : 0005901694

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS JEANNIN implanté La Pettouse 39250 Mignovillard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS JEANNIN
- La Pettouse 39250 Mignovillard
- Code AIOT : 0005901694
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEJ est autorisée à exploiter une carrière de roches massives sur le territoire de la commune de Mignovillard par arrêté préfectoral d'autorisation n°AP-2019-13-DREAL du 18 avril 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.20.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Registre des sorties	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.10.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Périodes autorisées (tirs de mines)	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.18.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Autosurveillance des niveaux de vitesse particulière	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.20.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Mesures de suivi	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article III.2.1.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article Section II.5	Sans objet
3	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article Chapitre II.9.4	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article Section II.13	Sans objet
7	Niveaux limite de bruit	Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.18.2.3	Sans objet
9	Mesures d'évitement, de réduction et de compensation	Arrêté Préfectoral du 18/09/2019, article III.2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est propre et bien tenue.

La visite d'inspection a permis de relever des non-conformités et notamment :

- le plan d'exploitation n'est pas réalisé par un géomètre expert,
- le registre des sorties de matériaux de carrière n'est pas renseigné en cohérence avec les bons de sortie de carrière (délivré au pont-bascule),
- le registre d'autosurveillance des niveaux de vibrations n'est pas tenu et mis à la disposition de l'inspection et le bilan annuel de l'exploitation doit être complété,
- le compte-rendu des suivis réalisés en 2022 n'a pas été transmis au service Biodiversité, Eau et Patrimoine de la DREAL BFC,
- le suivi des mesures compensatoires a été réalisé pour l'année N+5, soit 2024, mais le compte-rendu n'a également pas été transmis avant le 31 décembre de l'année de réalisation du suivi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits et quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article Section II.5
Thème(s) : Autre, Production
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des calcaires (étage géologique du Portlandien). La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 100 000 tonnes/an (avec une moyenne de 50 000 tonnes/an par tranche de 5 ans). La quantité totale de roche valorisable extraite est de 1 450 000 tonnes.
Constats : De 2020 à 2024, les quantités de matériaux calcaires extraits sont inférieures à 100 000 tonnes par année. Sur les 5 ans, la moyenne est inférieure à 50 000 tonnes/an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.20.4.1
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;• les bords de fouille ;• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et

<p>remises en état ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement et les hauteurs de fronts ; • les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, mises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de mise en état sont mentionnés et explicités.</p> <p>[...]</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de mise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation a été présenté le jour de l'inspection. La dernière mise à jour date du 19 décembre 2024.</p> <p>Non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan a été réalisé en interne par le groupe De Giorgi et non par un géomètre expert. - les zones de stockage de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité ne sont pas matérialisées sur le plan. - les surfaces S1,S2 et S3 faisant référence au chapitre II.3.2 de l'arrêté sur le montant des garanties financières ne sont pas annexées au plan d'exploitation.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Modalités d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article Chapitre II.9.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de mise en état du site annexés au présent arrêté (annexe 3). Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 894 m NGF.</p> <p>L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres.</p> <p>Les fronts (constitués de 1 à 4 gradins) et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes intermédiaires dont la largeur minimale est de 10 mètres durant</p>

<p>l'exploitation de la carrière.</p> <p>L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>Les tirs de mines ont lieu les jours et heures ouvrables, de la carrière (du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30).</p> <p>Le stockage, même temporaire, de matières dangereuses explosives est interdite sur l'ensemble du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>D'après le plan d'exploitation, la cote minimale du carreau est de 894,05 m NGF. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. Les fronts constitués de 3 gradins ne sont pas exploités de manière à créer une instabilité. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir l'accès aux banquettes intermédiaires dont la largeur excède 10 mètres.</p> <p>L'exploitant délègue à une société experte en minage et forage la réalisation du plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant est présent sur site lors des jours de tirs. Un périmètre de sécurité est assuré pour la sécurité du public lors des tirs. Les mesures des vibrations émises dans l'environnement lors des tirs de mines sont effectuées à chaque campagne de tirs.</p> <p>D'après les résultats des mesures de vibrations, l'inspection constate que les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, le matin avant midi en général.</p> <p>Il n'y a pas de stockage de matières dangereuses explosives sur l'ensemble du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Registre des sorties

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.10.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Etat des stocks de produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date d'expédition, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant l'ensemble des informations réglementaires.</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté 2 bons de sortie annexés au registre (n°891 et n°892 du 23/08/2024).</p>

Non-conformité : les bons de sortie ne sont pas signés par la personne en charge du registre. Pour le bon n°892, le transporteur et le client diffèrent de ceux indiqués dans le registre. Pour le bon n°891, le type de matériau extrait et transporté ne correspond pas à celui inscrit au registre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article Section II.13
Thème(s) : Autre, GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrières visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant a effectué sa déclaration sur GERE pour l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Périodes autorisées (tirs de mines)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.18.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne sont autorisés que pendant les jours ouvrables (du lundi au vendredi) lors des ouvertures de la carrière (de 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h30) et avant la tombée de la nuit. Les tirs seront organisés de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de campagnes par an : 5 • Nombre de tirs moyens par an : 10 • Nombre de tirs maxi. par an : 15 Le volume des tirs pourra varier de 2 000 m ³ à 5 000 m ³ , et exceptionnellement aller jusqu'à 8 000 m ³ . Les tirs de mines sont interdits entre le 1 ^{er} janvier et le 15 juin pour éviter toute perturbation de la nidification du Grand Corbeau et la quiétude des jeunes ; sous réserve de l'avis écrit d'un écologue spécialisé justifiant l'absence de Grand Corbeau dans le secteur sur la période prévue pour une campagne de tirs, cette interdiction temporaire de tirs peut être levée pour cette

campagne.

Constats :

Les tirs de mines sont réalisés pendant les jours ouvrables et lors des horaires d'ouverture de la carrière (voir fiche de constat n°3). En 2024, 5 tirs ont été effectués (<15 maximum par an).

Non-conformités :

- Le volume des tirs du 12 décembre 2023 et du 25 novembre 2024 dépassent le seuil imposé des 8 000 m³.
- Un tir a été réalisé le 14 juin 2024 sans l'accord écrit d'un écologue spécialisé justifiant l'absence de Grand Corbeau dans le secteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Niveaux limite de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.18.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des mesures des niveaux sonores en juin 2023.

Les résultats en limite de propriété de la carrière sont conformes à la réglementation relative aux émissions de bruit.

Le prochain contrôle est prévu au cours de l'année 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance des niveaux de vitesse particulière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article II.20.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : <u>Mesures</u> Lors de chaque tir de la 1ère campagne puis chaque année sur au moins un tir représentatif des mesures de vibrations sont réalisées. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'Inspection des Installations Classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>Bilan</u> Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des emplacements de tir et de mesure, des conditions météorologiques, de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : <u>Mesures</u> Pour la campagne de 2024, les mesures de vibrations ont été réalisées. Non-conformités : <ul style="list-style-type: none">- en 2023, un seul tir a été réalisé et les mesures de vibrations n'ont pas été effectuées.- l'exploitant ne tient pas à jour de registre indiquant les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures de vibrations. <u>Bilan</u> L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport annuel d'exploitation et ses annexes pour l'année 2023 (reçu le 2 avril 2024). Non-conformités : <ul style="list-style-type: none">- il n'y a pas de valeurs mesurées (vibrations) pour l'année 2023. Les commentaires associés ne sont donc pas renseignés : historique des données, valeurs limites, emplacements de tir et de mesure, conditions météorologiques.- Pour l'année 2024, l'exploitant n'a pas transmis son bilan annuel avant le 31 mars 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2019, article III.2.1.3
Thème(s) : Autre, Mesures ERC
Prescription contrôlée : Article III.2.1.3.1 - Mesures d'évitement

L'emprise d'extraction a été adaptée afin de préserver la pelouse sèche mésoxérophile de 0,46 ha identifiée au nord-ouest de la carrière ainsi qu'une mosaïque d'habitats forestiers ouverts de 0,87 ha au Nord du site, soit au total 1,4 ha de surface évitée.
[...]

Article III.2.1.3.3 - Mesures de compensation

Mise en place de trois îlots de sénescence (annexe 7)

La surface totale concernée sera d'environ 6,2 ha.

- Îlot de sénescence n°1 = parcelle AO 89 pp de 9 985 m² au lieu-dit « La Pettouse » est contiguë à la carrière. Seule une surface de 0,7 ha présente une strate arborée qui est retenue comme mesure compensatoire.
- Îlot de sénescence n°2 = parcelle cadastrale ZB 11 pp de 295 420 m² au lieu-dit « Seigne du Seignaux » (parcelle forestière n°58 de 11,01 ha). Cette parcelle est déjà classée en îlot de sénescence au titre du contrat forestier Natura 2000 du site « Bassin du Dugeon ». une surface de 3 ha sera désignée en complément dans le cadre des mesures compensatoires de ce projet d'extraction.
- Îlot de sénescence n°3 = parcelle cadastrale Ac 80 pp de 46 910 m² 257 pp de 23 470 m², 258 pp 1 120 m² au lieu-dit « Grand Saigne » (parcelle forestière n°59 de 7,15 ha). De même que pour la parcelle forestière n°58, une partie est déjà en îlot de sénescence. La surface complémentaire désignée au titre des mesures compensatoires est de 2,5 ha.

Accompagnement îlot de sénescence = parcelle cadastrale AO 82 pp de 31 546 m² : ce sont les 0,3 ha de bois communaux situés dans le délaissé Nord (zone d'évitement) qui sont concernés par la mesure.

Les deux zones exclues de l'aménagement et couvrant respectivement 0,87 ha (habitats forestiers) au Nord de l'emprise et 0,46 ha (pelouses sèches) devront bénéficier de mesures de gestion conservatoire en relation avec l'ONF sur la base d'un plan de gestion écologique à réaliser.

Constats :

Un rapport intitulé "*Mise en place de mesures compensatoires*" a été rédigé en janvier 2022 par l'ONF.

Les 3 îlots de sénescence ont été créés, la surface totale est de 6,2 ha. Un îlot d'accompagnement est conservé également (partie boisée de la zone d'évitement).

Le plan de gestion écologique a été transmis par l'exploitant post-inspection. Il a été rédigé en février 2023 par l'ONF. Des préconisations de gestion à destination de l'habitat *Pelouse mésoxérophile* ont été émises ainsi qu'une synthèse des actions à entreprendre au niveau de la zone d'évitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2019, article III.2.1.3.4

Thème(s) : Autre, Mesures de suivi

Prescription contrôlée :

Le suivi des mesures sera :

- suivi des îlots de sénescence pendant toute la durée de l'autorisation préfectorale d'exploiter : année N+1, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30.
- suivi de la zone d'évitement Nord pendant toute la durée de l'autorisation préfectorale d'exploiter : année N+1, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30.
- Suivi post-exploitation : il vise à vérifier la fonctionnalité de la remise en état et à apporter si nécessaire des mesures correctives. Ce suivi aura lieu l'année N+1 après la fin de l'autorisation d'extraire.

Indices de suivi de l'efficacité des mesures proposées :

- îlots de sénescence : inventaire de l'avifaune nicheuse par la méthode IPA ; points d'écoute chiroptères au détecteur d'ultrasons en période d'élevage des jeunes.
- Zone d'évitement Nord : inventaire de l'avifaune nicheuse en période de reproduction.
- Carrière remis en état : inventaire de l'avifaune nicheuse et des reptiles au sein des différents habitats créés.

Ces inventaires devront permettre une comparaison des peuplements faunistiques avant et après mesures et d'évaluer l'efficacité de ces dernières en vue, si nécessaire, d'apporter des mesures correctives.

Les suivis pourront être assurés par l'ONF ou une structure spécialisée en écologie.

Dans tous les cas, les îlots de sénescence étant implantés en forêt communale, la commune et l'ONF qui gère ces boisements, seront directement associés à ce suivi.

Ce suivi fait l'objet de comptes rendus, qui seront transmis au plus tard le 31 décembre de l'année de réalisation au service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Chaque compte rendu comprendra, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels devront également être fournis au format tableur informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifique et vernaculaire de chaque espèce ;
- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Ces données seront intégrées dans les bases de données de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté. La DREAL pourra librement utiliser tous acquis bruts ou transformés relatifs à la connaissance des milieux naturels et des espèces (rapports et documents graphiques et cartographiques, données floristiques et faunistiques, données géographiques...), même partiels. Cette utilisation s'exercera dans le strict respect des droits moraux de l'auteur.

Constats :

Les suivis sont assurés par l'ONF, mandatée par la commune qui est liée par une convention avec l'exploitant. Des inventaires de l'avifaune nicheuse (méthode IPA) et des chiroptères (détection ultrasonique) ont été réalisés dans les 3 îlots de sénescence.

L'année du suivi à N+1 devait être en 2020 mais a été reportée en 2022 en raison du contexte sanitaire. Ainsi, les suivis ont été réalisés au début de l'été de l'année 2022 (correspondant à N+3).

Non-conformités :

- le compte-rendu des suivis réalisés en 2022 n'a pas été transmis au service Biodiversité Eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté. Les éléments relatifs aux inventaires n'ont pas été fournis sous format tableur informatique afin que ces données soient intégrées dans les bases

de données de la DREAL BFC.

- l'inventaire de l'avifaune nicheuse en période de reproduction dans la zone d'évitement n'a pas été réalisé en 2022.

- les suivis à N+5, en 2024, ont été réalisés mais le compte-rendu n'a pas été transmis avant le 31 décembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois